

# La voix de l'opposition de gauche

## DOCUMENT

### Et si la "gauche militante" arrêta de se la raconter ? par Luniterre.

**Le 10 février 2019**

**Alors que la mobilisation des GJ stagne, en légère régression, le socle de sympathie du public le plus large ne s'effrite pas, voire même, se consolide plutôt, malgré l'image médiatique assez négative du mouvement que forgent les médias aux ordres.**

Un autre paradoxe apparent, dans ce contexte, c'est l'échec relatif de la journée de grève et de manifs du 5 Février, qui s'est avérée être une journée lambda de plus du train-train syndical français, dont on avait simplement un peu perdu l'habitude.

Pourtant, avec la convergence affichée par les ténors du mouvement GJ et de la pseudo « extrême-gauche » française, la conjonction des planètes politiques et syndicales française actuelles paraissait devoir faire de cette journée un « tournant historique » digne du 13 Mai 68, ou, plus récemment, du 17 Novembre.

Or il n'en a rien été, et, vue sous cet angle, la journée du 5 Février est carrément un échec absolu, et non pas relatif...

Mais de plus un « échec » que l'on peut considérer comme ayant été quasiment planifié par les promoteurs de la dite journée...

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/30/martinez-aurait-il-subitement-trouve-la-lumiere-en-reponse-a-j-p-page/>

En ce sens, un « échec » planifié et qui se concrétise sur le terrain cesse effectivement d'être un « échec », et peut être glorifié comme une « réussite » par les bureaucraties syndicales et politiques qui en avaient simplement besoin pour retrouver leur rôle de « pare feu » du système, **rôle et système sérieusement affaiblis par le mouvement GJ depuis le 17 Novembre...**

Bien évidemment, cette « culture de l'échec », dans le syndicalisme français, peut paraître paradoxale, mais il faut, pour la comprendre, ne pas perdre de vue que la vie sociale et politique des bureaucraties syndicales est aussi un jeu de billard à plusieurs bandes... A travers les subventions patronales et étatiques, en jouant ce rôle de « pare feu » elles font simplement le boulot pour lequel elles sont payées, mais cela n'exclut pas, bien au contraire, une certaine rivalité pour le partage... D'où la surenchère démagogique, qui n'a pas pour but d'obtenir réellement satisfaction des revendications, mais simplement d'élargir un peu la base en vue de prétendre à plus de « représentativité »...

« Élargir un peu sa base », cependant, cela ne doit donc pas aller jusqu'à risquer une vague de lutte sociale qui remettrait en cause le système. Ce qui explique donc bien le « retard à l'allumage » de l'intervention cégétiste, par rapport aux débuts du mouvement, il y a bientôt trois mois, et le peu d'empressement à exprimer des revendications cohérentes qui risqueraient de remobiliser les foules du 17 Novembre...

**Ce que le 17 Novembre avait mis en mouvement, c'est précisément tout le petit peuple « périphérique » qui ne se reconnaît pas, et pour cause, dans les bureaucraties syndicales.**

**Une majorité « silencieuse » qui avait soudain trouvé la voie de son expression en bloquant les ronds-points...**

**Comprendre la différence entre cette base sociale et celle des syndicats, c'est d'autant plus simple, à l'issue de la journée du 5 Février...**

A lire les textes CGT, tracts ou articles, le capital se résumerait au CAC 40 en France... Si effectivement le capital financier est la force politique réellement dominante, le tissu économique et social français ne s'y résume pas, et de loin, tant en matière d'emploi que de rémunérations, donc.

**Les PME représentent à elles seules près de 50% de l'emploi en France...**

**Les TPE encore 20% de plus....**

**Et les 30% restants ???**

**La fonction publique, stricto sensu, représente 20% de l'emploi en France.**

**Et il y a encore près de 5% des salariés qui dépendent du secteur public sans être fonctionnaires stricto sensu. (1)**

**Autrement dit, le salariat des grosses entreprises, celles qui servent directement de base économique et sociale au capital financier, ne représentent au plus que 5 à 6% du total des salariés.**

Pour affiner encore cette approche il faudrait encore préciser, dans ces 6%, combien se trouvent directement dans le secteur productif, combien sont payés au SMIC, productifs ou non, etc...

**C'est probablement faisable, mais la disproportion des chiffres d'ensemble, par rapport au discours habituel de la gauche, « extrême » ou non, suffit à en comprendre la vacuité totale.**

**La très grande majorité des prolétaires, smicards et productifs, se trouvent dans les PME et les TPE.**

La base économique et sociale des bureaucraties syndicales, y incluant même, à quelques exceptions près, les sections anarcho-syndicalistes, se trouve dans les 30%, secteur public et grosses boîtes, qui ne sont pas majoritairement smicards, ni même concernés par ce niveau de rémunérations.

Dans ces conditions, il est logique que le langage de la CGT reste hermétique au plus grand nombre, qui ne se sent tout simplement pas concerné... ! De l'agit-prop essentiellement ciblée vers sa base « utilitaire », en quelque sorte, de la part de la CGT... Pas de risque de débordement...

Pour ce public, réclamer à la fois le SMIC à 1800 €, une hausse générale des salaires, retraites, minima sociaux, et la suppression des aides publiques aux entreprises, la suppression de la TVA et de toutes les taxes, une réforme de la fiscalité, etc...(2) tout cela ne pose pas de problème de cohérence, c'est seulement le langage auquel il est habitué depuis des décennies et qui l'amène à défiler régulièrement et rituellement dans les rues derrière ses banderoles syndicales, même si en rangs de plus en plus clairsemés, au fil des ans...

**S'il est clair que les groupes financiers, industriels et commerciaux qui dominent la vie sociale et politique française se gavent au détriment de l'immense majorité et pourraient manifestement non seulement se passer des « aides publiques » sous quelque forme que ce soit, mais en outre, contribuer socialement réellement à hauteur de leurs superprofits, le cas de la plupart des TPE-PME est pourtant beaucoup plus nuancé.**

En réalité, et contrairement à une idée reçue, l'artisan ou le petit entrepreneur qui travaille au quotidien sur les chantiers avec son personnel n'a pas forcément intérêt à le sous-payer. Pour autant, augmenter le SMIC, pour la plupart d'entre eux, ne peut se faire actuellement qu'avec des aides publiques sur les charges, aides qu'ils doivent quémander tout aussi bureaucratiquement que leurs salariés pour la nouvelle « prime Macron ».

**Néanmoins, comme on l'a déjà vu (3), le principe des aides publiques, complètement injuste et aberrant en pratique, même pour les TPE-PME, doit être tout à fait abandonné.**

C'est pourquoi il est donc nécessaire de revendiquer une nouvelle répartition des charges sociales, qui permettra d'augmenter réellement le SMIC sans surcharger les TPE-PME, qui représentent 70% de l'emploi salarié en France.

**La répartition des charges et cotisations pourrait donc être réglementée de façon progressive croissante pour charger davantage les groupes financiers et moins les TPE-PME selon un prorata tenant compte à la fois du chiffre d'affaire et du nombre de salariés. C'est à dire un moyen indirect mais incontournable de taxer socialement le capital, en fait.**

<https://www.change.org/p/emmanuel-macron-mettre-fin-au-scandale-%C3%A0-40-milliards-du-cice-et-de-son-substitut-actuel-82eed49b-2055-4be5-a0b0-4dcc8e80e771>

Un ensemble de revendications concernant la répartition est aussi possible à travers une alternative « différenciée » à la CSG, c'est à dire, au moins, excluant cette taxe des salaires, **alternative qui devrait donc viser également, et encore plus directement, les superprofits du capital financier.**

Autrement dit, ce type de revendication, incluant une réforme de la CSG, qui n'est déjà plus véritablement « généralisée », et devrait donc être encore plus « différenciée », selon les catégories économiques et sociales, pourrait former la base d'un front social populaire et prolétarien véritablement représentatif de la très grande majorité du corps social, contrairement aux syndicats, et construire une alternative réellement démocratique qui balayerait le système actuel comme un fétu de paille, lorsque la base de ce front sera unie sur un programme revendicatif approprié. **C'est l'ébauche d'un tel front qui s'était formée, sur le terrain, le 17 Novembre et dans les premières semaines qui ont suivi.**

Si elle avait voulu être à la hauteur de sa mission sociale originelle, c'est là que la « gauche militante » française, et la CGT en tête, aurait du intervenir, pour clarifier la base possible de cette unité. Arrivé près de la fin de l'année 2018, ce front était déjà en train de se disloquer sous l'effet de l'incohérence « spontanéiste » de ce mouvement.

Au cours des deux premiers Actes 2019, un rebond était encore possible, semble-t-il, si une structuration globale du mouvement et de ses revendications s'était mise en place.

Au lieu de cela, la CGT se contente de ramasser, sur sa base restreinte, quelques morceaux d'un mouvement social amorçant manifestement sa chute. Et de reprendre son train-train habituel qui convient parfaitement au pouvoir, au delà des rododromes verbales de circonstances.

**Dire qu'il y a là une stratégie délibérée, ce n'est qu'un simple constat, en réalité ! Et de constater, également, qu'elle est parfaitement complémentaire avec la stratégie du pouvoir.**

En promulguant sa prime d'activité qu'il faut individuellement aller quémander auprès de l'administration, Macron a parfaitement analysé la situation, suite au 17 Novembre, et, en tablant sur l'inorganisation du prolétariat smicard des TPE-PME, en le renvoyant à sa démarche habituelle de survie individuelle, il a tout simplement sapé potentiellement la base économique et sociale de l'unité populaire renaissant spontanément, le 17 Novembre, suite à l'aggravation des conditions sociales de la majorité prolétarienne de ce pays.

Vu la profondeur et la durabilité de la crise, le courant de sympathie demeure, vis à vis de la protestation sociale, mais la motivation immédiate du passage à l'acte, et notamment, à la grève générale et prolongée, a été à nouveau habilement remplacée par le pouvoir macronien par un retour à la « démerde » individuelle.

La « gauche » bureaucratique cégétiste et autre peut tranquillement « remobiliser » sa base sociale pour regagner le terrain perdu dans le partage des subventions et prébendes patronales et étatique, elle ne risque plus le « débordement » du prolétariat smicard qui eut réveillé le « démon rouge » d'une remise en cause du système.

S'il existait encore, dans ce pays, une gauche réellement prolétarienne, elle devrait (et même, aurait déjà du, en fait), logiquement, adapter sa stratégie et sa tactique à cet état de fait, et réfléchir au moyen de remobiliser le prolétariat des TPE-PME, mais on constate donc qu'une telle gauche prolétarienne n'existe pas en France, à part quelques individus isolés et inorganisés.

Une « force » politiquement inexistante et donc actuellement dans l'incapacité de faire évoluer le rapport de force, qui, lentement mais sûrement, et avec la complicité, objective et de fait, de la gauche actuelle, même « extrême », se reconstitue en faveur du système.

**Pourtant, ce que prouvent les bons sondages de popularité du mouvement, c'est qu'Acte après Acte, Samedi après Samedi, la flamme du 17 Novembre est loin d'être tout à fait éteinte. La ranimer et lui redonner même un nouvel éclat, en tenant compte de l'analyse et de l'expérience, tel pourrait être le défi que la gauche militante se fixe à elle même pour être à la hauteur de sa responsabilité sociale et historique.**

**Luniterre**

**( 1 Structuration économique et sociale en France :**

<https://artisans.chefentreprise.com/thematique/actualites-1063/Breves/TPE-326336.htm>

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/chiffres-cles-des-pme>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3152833/ENTFRA17.pdf>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2569436?sommaire=2587886>

<https://www.ouest-france.fr/economie/social/fonctionnaires-combien-sont-ils-combien-gagnent-ils-5301485> )

**( 2 Les liens et docs CGT :**

<https://www.cgt.fr/actualites/salaires/pour-un-smic-1-800-eu-il-est-urgent-dagir>

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108\\_Smic1800\\_Tract\\_SR\\_CA.pdf](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20190108_Smic1800_Tract_SR_CA.pdf)

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911\\_AugmentationSalaires\\_4pages.pdf](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2018-09/20180911_AugmentationSalaires_4pages.pdf)

[https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108\\_SalaireBulletin\\_RectoVerso\\_SR\\_CA.pdf](https://www.cgt.fr/sites/default/files/2019-01/20180108_SalaireBulletin_RectoVerso_SR_CA.pdf) )

**( 3 CICE, CSG, charges sociales :**

<https://gjles42revendications.wordpress.com/2019/01/15/2019-grand-debat-ou-grand-gaspi/>

<https://frontdeslaics.wordpress.com/2019/01/27/un-scandale-detat-a-40-milliards-que-les-syndicats-refusent-de-denoncer-pourquoi/>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/01/05/unite-cgt-gj-le-baiser-qui-tue/> )

\*\*\*\*\*

**SOURCE :**

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/02/10/et-si-la-gauche-militante-arretait-de-se-la-raconter-synthese-pour-aporavox/>